

par des entités, agissant seules ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du même code, détenant plus de la moitié du capital ou des droits de vote de la société faisant l'objet de l'offre.

#### Sous-paragraphe 6 : Procédures de sauvegarde, de redressement et de liquidation judiciaire

### L. 2312-53

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Le comité social et économique est informé et consulté :

1° Avant le dépôt au greffe d'une demande d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ;

2° Lors d'une procédure de sauvegarde, dans les situations prévues aux articles [L. 623-3](#) et [L. 626-8](#) du code de commerce ;

3° Lors d'une procédure de redressement judiciaire, dans les situations et conditions prévues aux articles [L. 631-17](#), [L. 631-18](#), [L. 631-19](#) et [L. 631-22](#) du code de commerce ;

4° Lors d'une procédure de liquidation judiciaire, dans les situations et conditions prévues au I de l'article [L. 641-1](#), à l'article [L. 641-4](#), au troisième alinéa de l'article [L. 641-10](#), aux premier et avant-dernier alinéas de l'article [L. 642-5](#) et au *deuxième alinéa de l'article L. 642-9 du code de commerce*.

En cas de licenciements économiques prononcés dans les cas prévus aux 3° et 4°, le comité est réuni et consulté dans les conditions prévues à l'article [L. 1233-58](#) du présent code.

### L. 2312-54

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

La ou les personnes désignées par le comité social et économique, selon les *dispositions de l'article L. 661-10 du code de commerce*, sont entendues par la juridiction compétente :

1° Lors d'une procédure de sauvegarde dans les situations prévues aux articles [L. 621-1](#), [L. 622-10](#), [L. 626-9](#) et [L. 626-26](#) du code de commerce ;

2° Lors d'une procédure de redressement judiciaire dans les situations et conditions prévues à l'article [L. 631-7](#), au II de l'article [L. 631-15](#), au I de l'article [L. 631-19](#) et à l'article [L. 631-22 du code de commerce](#) ;

3° Lors d'une procédure de liquidation judiciaire dans les situations prévues au premier alinéa de l'article [L. 642-5](#) et aux articles [L. 642-6](#), [L. 642-13](#) et [L. 642-17](#) du code de commerce.

#### Paragraphe 2 : Champ de la négociation

### L. 2312-55

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Un accord d'entreprise, conclu dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article [L. 2232-12](#) ou, en l'absence de délégué syndical, un accord entre l'employeur et le comité social et économique, adopté à la majorité des membres titulaires de la délégation du personnel du comité peut définir :

1° Le contenu des consultations et informations ponctuelles du comité social et économique prévues aux articles [L. 2312-8](#) et [L. 2312-37](#) dans le respect des dispositions du paragraphe 1 de la présente sous-section ;

2° Les modalités de ces consultations ponctuelles, notamment le nombre de réunions ;

3° Les délais mentionnés à l'article [L. 2312-15](#) dans lesquels les avis du comité sont rendus.

### L. 2312-56

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 6 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Jurical](#)

Un accord de groupe peut prévoir que les consultations et informations ponctuelles mentionnées aux articles [L. 2312-8](#) et [L. 2312-37](#) sont effectuées au niveau du comité de groupe. Il prévoit les modalités de transmission de l'avis du comité de groupe :

1° A chaque comité social et économique des entreprises du groupe, qui reste consulté sur les conséquences des projets sur l'entreprise ;